

Repenser les choix nucléaires : sécurité et démocratie

Titre de la conférence de Benoit Pelopidas qui servait de support au webinaire¹ (visio séminaire) organisé le 28 mai dernier par *Initiative pour le Désarmement Nucléaire* (IDN).

Benoit Pelopidas est responsable de *Nuclear Knowledges*, le premier programme universitaire français de recherche indépendant sur le nucléaire militaire. Sont repris ici quelques points marquants de sa conférence.

• Les dangers de la prolifération nucléaire : ne pas se tromper de cible

Le focus médiatique porté sur les dangers de prolifération horizontale (augmentation du nombre des pays dotés de l'arme nucléaire) et l'on pense d'abord à la Corée du Nord et l'Iran, conduit à occulter le fait que le « roman » sur la prolifération n'a depuis l'origine concerné qu'un nombre limité de pays : une quarantaine tout au plus, dont trente d'ailleurs y ont renoncé, la plupart d'eux-mêmes, sans intervention extérieure, (Suède, Suisse, Afrique du Sud, Brésil, Australie, Libye...). Surtout il conduit à détourner l'attention du danger bien réel que représente la prolifération verticale (augmentation, puissance accrue des armes nucléaires détenues par les 9 pays qui en sont dotés). Comme si le seul danger serait celui des bombes qui n'existent pas encore !

• La confiance aveugle dans la robustesse des procédures de contrôle

Les bombes des pays dotés sont parfaitement sous contrôle. La preuve : en 70 ans d'existence de la bombe il n'y a eu à déplorer aucune explosion accidentelle. Cet argument d'autorité, souvent avancé par les nucléocrates, fait peu de cas de la chance qui seule a joué plusieurs fois pour empêcher qu'une défaillance du système de contrôle ne débouche sur une catastrophe nucléaire. Classés généralement « secret défense » ces incidents majeurs n'arrivent à la connaissance du public qu'avec beaucoup de retard et au compte-goutte lorsque les documents les relatant sont déclassifiés. A noter que la France, au nom de la lutte contre la prolifération, s'est dotée en 2008 d'une loi qui rend définitivement incommunicable toute archive relative aux activités nucléaires, biologiques et chimiques. Une façon de taire à jamais ce genre d'accidents et ainsi de continuer à entretenir l'illusion de l'efficacité de nos procédures de contrôle.

• La démocratie confisquée

Sous prétexte de complexité de maîtrise de la technologie nucléaire et de compréhension des situations géopolitiques à gérer, la dissuasion nucléaire reste le domaine réservé d'un nombre limité d'experts ou prétendus tels, conseillers du chef de l'Etat, le seul habilité à décider de son emploi. Entorse sérieuse à la pratique démocratique, cette délégation technocratique du pouvoir nucléaire serait acceptable par le peuple du fait de son soutien à la politique menée. Ce postulat est remis en cause par un sondage mené en 2018 dans neuf pays de l'U.E d'où il ressort que moins de 15% des 18/50 ans sondés approuvent la politique nucléaire militaire conduite en leur nom.

• Combattre l'ignorance pour redonner le pouvoir au peuple

L'ignorance qu'ont des affaires militaires nucléaires le peuple et la plupart de ses élus est un autre argument avancé pour justifier la mainmise des experts. Combattre cette ignorance qui pousse souvent à l'indifférence est un préalable à la reprise en main par le peuple de son avenir nucléaire.

Pour s'émanciper de l'emprise idéologique du lobby militaro-nucléaire il s'agit d'abord de mettre en place sur les questions de défense nucléaire une recherche réellement indépendante ; de définir un standard de l'expertise permettant de faire la part des choses entre le véritable spécialiste et le charlatan ; d'exiger des lois garantissant plus de transparence (à la différence de la loi de 2008).

Pour redonner de l'intérêt pour ces questions il faut amener les dirigeants politiques à prendre position sur le nucléaire militaire jusque dans leurs programmes électoraux, ce qui aujourd'hui est rarement le cas.

Ces objectifs atteints, et seulement alors, on pourra envisager la mise en place d'un processus débats/référendum sur la question de l'abandon de l'arme nucléaire. Précipiter la démarche risquerait d'être contre-productif par défaut d'information objective ou insuffisance de motivation pour la question.

Roland de Penanros

1. Les webinaires d'IDN sont en accès libre sur le site www.idn.org

Islam et arme nucléaire

Récemment, dans l'Orange-Bleue, nous avons repris les propos du pape François, condamnant sans ambiguïté l'arme nucléaire et la notion de dissuasion nucléaire. Propos courageux car il n'est pas sans savoir que de nombreux catholiques, particulièrement chez les hommes politiques et chez les militaires, sont loin de partager son point de vue.

Afin de ne pas sembler « privilégié » une religion parmi d'autres, nous nous proposons d'examiner progressivement la position de quelques-unes d'entre elles sur ce sujet, et nous débutons par l'islam.

Que dit le coran sur la guerre ?

« ... quiconque tuerait une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur la terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. » (sourate 5, Al Maidah, verset 32). A l'instar des autres « religions du livre », le coran prône donc le « tu ne tueras pas », ainsi que la tolérance. Mais, d'autres sourates plus ambiguës sont utilisées par les djihadistes fanatiques, dans leur guerre « sainte » contre les « infidèles », pour justifier leurs crimes contre l'humanité.

Le Pakistan est le seul pays musulman à s'être doté de l'arme nucléaire

Officiellement c'est pour se protéger de son voisin, l'Inde, que le Pakistan lance ce programme nucléaire en 1972. Soutenue par la Chine et les occidentaux, dont la France, le Pakistan procède aux premiers essais en 1998. L'Arabie Saoudite ayant aidé financièrement le programme nucléaire obtient en 2013 le droit de recourir à l'arme pakistanaise

La porosité entre le Pakistan et les talibans afghans a fait craindre, ces dernières années, que des versions « légères » de l'armement nucléaire puissent tomber aux mains de groupes djihadistes.

L'Iran va-t-il accéder à l'arme atomique ?

Dans les années 80, durant la guerre contre l'Irak, l'ayatollah Khomeiny se serait opposé, au nom de l'islam, au développement d'un programme nucléaire réclamé par les militaires. Il aurait même émis une fatwa en ce sens. Son successeur, l'ayatollah Khamenei, en 2014 a confirmé cette position religieuse des Chiites : « l'arme atomique est une menace pour l'humanité »... « la fabrication et l'usage de l'arme nucléaire sont contraires à l'enseignement de l'islam »... « haram ! » (interdit). Pour les Israéliens et pour Donald Trump, cette prise de position n'est qu'un leurre pour mieux cacher la réalité de la fabrication de l'arme nucléaire.

On sait aussi que « l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions » et que, pour la majeure partie des religions, on reste dans l'incantation et le vœu pieux...

Joel Rolet



Dissuasion nucléaire ou défense de la démocratie ?

"L'emploi d'armes nucléaires et thermo-nucléaires est une guerre dirigée non seulement contre un ennemi ou des ennemis, mais aussi contre l'humanité en général, étant donné que les peuples du monde non mêlés à cette guerre subiront tous les ravages causés par l'emploi de ces armes."

"Tout État qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'humanité et commettant un crime contre l'humanité et la civilisation."

Résolution des Nations-Unies du 24 novembre 1961

Dans le film "La France, le Président et la bombe", un ancien ministre socialiste, de 1997 à 2002 dans le gouvernement de Lionel Jospin, a cru bon de dire que ceux qui contestent le nucléaire militaire sont des bisounours, c'est-à-dire de gentils imbéciles. On pourrait toujours lui répondre que "c'est celui qui dit qui est", mais l'insulte ne fait pas avancer le débat sur cette question. Ce ministre pourrait quand même regarder de plus près, parce que dans les bisounours il réunit d'anciens généraux de haut-grade, des anciens ministres de la Défense, des ex-chefs d'État de pays dont la France, les USA et la Russie, et même le Pape François. Voir les diaporamas de l'INRC (*Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits*) sur les personnalités opposées à l'arme nucléaire ou qui ont des doutes, à partir du lien ci-après : <https://www.irnc.org/> . Dans l'onglet **Diaporamas** prendre **Défense et Désarmement nucléaire**.

Étienne Godinot vient justement de mettre en ligne un document, qui reste à finaliser, et qui argumente la nécessité de se débarrasser de cette arme. Vous pouvez le télécharger ou le consulter à l'adresse suivante : <https://www.irnc.org/IRNC/Textes/2690>.

L'auteur est aujourd'hui vice-président de l'INRC. Cet institut est né de la demande faite en 1983 à Jean-Marie Muller par Charles Hernu, alors ministre de la Défense, de conduire une étude sur la contribution de la résistance non violente à la politique globale de défense de la France. À ce titre, l'IRNC a établi des contacts institutionnels avec entre autres, le ministère de la Défense, des organismes de recherche sur la défense et les conflits armés ou le ministère des Affaires étrangères. C'est ainsi qu'Étienne Godinot rencontre avec ses collègues, depuis plusieurs décennies, des militaires très intéressés par cette recherche.

L'originalité de ce document, c'est qu'il s'agit d'un dialogue avec des partisans de la bombe atomique. E. Godinot a envoyé ses textes à plusieurs généraux dont le rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale, à un maire et à l'évêque aux Armées qui lui ont répondu. Signe d'un intérêt pour le propos. Il a aussi écrit à Macron, mais il n'a pas reçu de réponse.

Ce sont ses réponses aux arguments de ceux qui défendent l'arme nucléaire qu'il nous présente dans ce document.

À lire et faire lire autour de vous. Il suffit de transmettre le lien.

Fanch Hénaff

"Les armes nucléaires jouent sur nos peurs les plus profondes et se plient à nos instincts les plus sombres... Fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables."

Général George Lee Butler, dernier commandant du Strategic Air Command de 1991 à 1992 et commandant en chef (1992-94) des Forces aériennes nucléaires des États-Unis

Le site de l'IRNC propose la revue "Alternatives Non-violentes" qui permet une réflexion sur la non-violence depuis 1973 : <https://www.alternatives-non-violentes.org/Revue>